ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 11 avril 2018 — N° 325
Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de D'Arcy-McGee sur le sujet suivant : *Hommage au « Grand Orange », M. Rusty Staub.*

- Le député de Rousseau sur le sujet suivant : *Vingtième anniversaire du Buffet Accès Emploi.*

- La députée des Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner la Journée rose contre l'intimidation et la discrimination.*

- Le député de Deux-Montagnes sur le sujet suivant : *Le 25e tournoi de ringuette de Saint-Eustache.*

- La députée d'Outremont sur le sujet suivant : *Souligner le 20e anniversaire de la bibliothèque Robert-Bourassa.*

- Le député de Gouin sur le sujet suivant : *Remise de diplôme Service d'entretien Pro-Prêt.*

- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *Félicitations à l'artiste M. Claude Thivierge, résident de Rivière-Beaudette, pour la réalisation de pièces de monnaie pour la Monnaie royale canadienne.*

- Le député de Drummond–Bois-Francs sur le sujet suivant : *Le 50e anniversaire du club de natation Les Requins de Drummondville.*

- Le député de Châteauguay sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Huguette Huot.*

- Le député de Terrebonne sur le sujet suivant : *Les 20 ans du cégep de Terrebonne.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS **a) documents**
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

1) Reprise du débat, ajourné au nom de la députée de Fabre le **10 avril 2018**, sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement,

Et sur les motions formulant un grief présentées par :

Le député de Rousseau :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget électoraliste et complètement irresponsable.

Le député de Granby :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour sa politique budgétaire électoraliste visant à gonfler artificiellement les dépenses provenant de l'alourdissement du fardeau fiscal des familles québécoises depuis son entrée en fonction en 2014.

Le député de René-Lévesque :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui consolide le monopole d'Air Canada, qui favorise les coûts élevés des billets d'avion en région et qui pénalise les citoyens qui veulent se déplacer sur tout le territoire à prix raisonnable.

Le député de La Peltrie :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour le retard de 4 ans dans la réalisation des travaux du troisième lien entre Québec et Lévis et pour avoir induit la population de la région de Québec en erreur sur ces intentions réelles de concrétiser le projet de troisième lien.

La députée de Chicoutimi :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget électoraliste financé en utilisant l'écriture comptable de la réserve de stabilisation pour éviter d'avoir à inscrire un déficit.

Le député de Saint-Jérôme :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui ne présente aucune mesure d'amélioration des infrastructures de recharge électrique rapide.

Le député de Berthier :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui ignore la relève agricole du Québec.

La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral pour son budget 2018-2019 qui fait perdurer l'iniquité fiscale entre les entreprises québécoises et les plateformes numériques basées à l'étranger, quant à la perception de la taxe de vente du Québec.

La députée de Pointe-aux-Trembles :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui mènera à un retour à l'austérité après les élections générales.

Le député de Lévis :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour les sous-investissements en santé qui se sont traduits par des coupures de services directs pour des personnes vulnérables, pour l'état inquiétant du parc immobilier des hôpitaux, des CHSLD et des centres jeunesse et pour verser aux médecins spécialistes des augmentations salariales non justifiées alors qu'il y a des besoins plus importants qui ne sont pas comblés.

Le député de Gouin :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral pour son budget 2018-2019 qui, à la suite des baisses d'impôts octroyées depuis le début de la présente législature, prive les finances publiques de plus de trois-milliards-cinq-cent-millions de dollars par année.

Le député de Chambly :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour les sous-investissements en éducation qui se sont traduits par des coupures de services directs aux élèves et pour l'état inquiétant de décrépitude des écoles du Québec.

Le député de Saint-Jean :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui oublie les personnes vivant avec des besoins particuliers.

Le député de Jonquière :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui ne compense pas les coupures effectuées depuis 2014 au niveau de l'environnement.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

2) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

3) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

5) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

6) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

7) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **19 septembre 2017**

8) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**

9) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**

10) Projet de loi n° 119
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1er novembre 2016**

11) Projet de loi n° 123
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**

12) Projet de loi n° 128
Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 13 avril 2017
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **27 mars 2018**

13) Projet de loi n° 160
Loi confirmant certaines conditions de travail applicables aux cadres des établissements de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **23 novembre 2017**

14) Projet de loi n° 161
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
Présenté par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs le **8 décembre 2017**

15) Projet de loi n° 168
Loi visant à favoriser l'accès à la justice et à en accroître l'efficacité
Présenté par la ministre de la Justice le **8 décembre 2017**

16) Projet de loi n° 170
Loi modernisant le régime juridique applicable aux permis d'alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **21 février 2018**

17) Projet de loi n° 171

Loi édictant la Loi concernant la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange canadien et visant la conformité des mesures relatives aux contrats des organismes publics avec cet accord, l'Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario et l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres

Présenté par le ministre délégué à l'Intégrité des marchés publics et aux Ressources informationnelles le **22 février 2018**

18) Projet de loi n° 173

Loi visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi

Présenté par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **14 mars 2018**

19) Projet de loi n° 174

Loi visant principalement à assouplir le régime d'assurance parentale afin de favoriser une meilleure conciliation famille-travail

Présenté par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **22 mars 2018**

20) Projet de loi n° 176

Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail

Présenté par la ministre responsable du Travail le **20 mars 2018**

Étude détaillée en commission

21) Projet de loi n° 53

Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016

Principe adopté le **30 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

22) Projet de loi n° 118

Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 février 2017

Principe adopté le **23 février 2017**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

23) Projet de loi n° 140

Loi concernant les services dont bénéficie un ancien premier ministre

Présenté par la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le 5 décembre 2017

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 13 février 2018

Principe adopté le **14 février 2018**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

24) Projet de loi n° 141

Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières

Présenté par le ministre des Finances le 5 octobre 2017

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 6 février 2018

Principe adopté le **15 février 2018**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

25) Projet de loi n° 150

Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016 et du 28 mars 2017

Présenté par le ministre des Finances le 31 octobre 2017

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 7 février 2018

Principe adopté le **15 février 2018**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

26) Projet de loi n° 152

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau

Présenté par la ministre responsable du Travail le 15 novembre 2017

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 8 février 2018

Principe adopté le **22 février 2018**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

27) Projet de loi n° 157

Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière

Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 16 novembre 2017

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 février 2018

Principe adopté le **13 février 2018**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

28) Projet de loi n° 155

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec

Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 15 novembre 2017

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 6 février 2018

Principe adopté le 8 février 2018

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **28 mars 2018** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

29) Projet de loi n° 162
Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau
Présenté par la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation le 1er décembre 2017
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 14 mars 2018
Principe adopté le 22 mars 2018
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **29 mars 2018**

Adoption

30) Projet de loi n° 165
Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions
Présenté par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports le 8 décembre 2017
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 15 février 2018
Principe adopté le 20 février 2018
Rapport amendé de la Commission des transports et de l'environnement adopté le **28 mars 2018**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

31) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

32) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

33) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

34) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

35) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

36) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1er octobre 2014**

37) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

38) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**

39) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**

40) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**

41) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**

42) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

43) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**

44) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

45) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**

46) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

47) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**

48) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**

49) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**

50) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**

51) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**

52) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

53) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**

54) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**

55) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**

56) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**

57) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**

58) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**

59) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**

60) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**

61) Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**

62) Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**

63) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**

64) Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**

65) Projet de loi n° 696
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**

66) Projet de loi n° 697
Loi visant à permettre aux étudiants en droit de donner des consultations et des avis d'ordre juridique dans une clinique juridique universitaire afin d'améliorer l'accès à la justice
Présenté par le député de Borduas le **11 mai 2017**

67) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Loi sur l'administration fiscale dans le but d'augmenter certains seuils d'admissibilité pour interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec
Présenté par le député de Borduas le **23 mars 2017**

68) Projet de loi n° 790
Loi concernant la suspension du processus de délimitation des circonscriptions électorales
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **15 février 2017**

69) Projet de loi n° 791
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin d'encadrer les contrats de programme de récompenses
Présenté par le député de Borduas le **22 février 2017**

70) Projet de loi n° 792
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de Borduas le **15 mars 2017**

71) Projet de loi n° 793
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent
Présenté par le député de Mercier le **23 mars 2017**

72) Projet de loi n° 794
Loi encadrant l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque dans les contrats d'assurance
Présenté par la députée de Taillon le **4 avril 2017**

73) Projet de loi n° 795
Loi proclamant le Mois de l'eau
Présenté par le député de Jonquière le **11 avril 2017**

74) Projet de loi n° 796
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de faciliter le soutien aux proches
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **7 juin 2017**

75) Projet de loi n° 797
Loi modifiant le Code civil afin que le lien de filiation du conjoint de fait décédé avant la naissance de son enfant soit reconnu
Présenté par le député de Borduas le **30 mai 2017**

76) Projet de loi n° 798
Loi visant à encadrer l'exploitation des établissements d'hébergement touristique de catégorie « résidences de tourisme » et à définir le rôle et les responsabilités des intermédiaires de location en ligne
Présenté par le député de Mercier le **26 avril 2017**

77) Projet de loi n° 799
Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels dans le but de supprimer l'obligation d'être citoyen canadien pour être membre du conseil d'administration d'un syndicat ou faire partie de son personnel
Présenté par le député de Mercier le **10 mai 2017**

78) Projet de loi n° 890
Loi visant à assurer la saine administration de la justice afin de préserver la confiance du public envers le système de justice
Présenté par le député de Borduas le **18 mai 2017**

79) Projet de loi n° 891
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de modifier la procédure de fixation et de révision du salaire minimum
Présenté par le député de Gouin le **4 octobre 2017**

80) Projet de loi n° 892
Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels afin d'encadrer la diffusion des états financiers des organismes qui sont assujettis à cette loi
Présenté par le député de Granby le **14 juin 2017**

81) Projet de loi n° 894
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin que le papillon amiral soit reconnu comme insecte emblématique du Québec
Présenté par le député de Saint-Jean le **15 juin 2017**

82) Projet de loi n° 895
Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **17 mai 2017**

83) Projet de loi n° 896
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable
Présenté par le député d'Arthabaska le **9 juin 2017**

84) Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse afin de garantir le droit à l'éducation
Présenté par le député de Chambly le **1er juin 2017**

85) Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique pour permettre aux parents d'inscrire leur enfant dans l'école de leur choix
Présenté par le député de Chambly le **15 juin 2017**

86) Projet de loi n° 899
Loi visant à reconnaître l'autonomie des municipalités en matière d'aménagement du territoire et de protection des sources d'eau potable
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **7 juin 2017**

87) Projet de loi n° 990
Loi interdisant la fracturation hydraulique et la stimulation chimique des puits sur tout le territoire du Québec
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **13 juin 2017**

88) Projet de loi n° 991
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Rosemont le **14 juin 2017**

89) Projet de loi n° 994
Loi modifiant la Loi sur la distribution de produits et services financiers dans le but d'instaurer un registre des assurances individuelles sur la vie pour assurer le paiement des produits d'assurance-vie aux bénéficiaires concernés
Présenté par le député de Borduas le **22 novembre 2017**

90) Projet de loi n° 995
Loi modifiant la Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture afin que les contrats d'arrangements préalables de services funéraires soient inscrits au registre des droits personnels et réels mobiliers
Présenté par le député de Borduas le **22 novembre 2017**

91) Projet de loi n° 997
Loi encadrant le commerce en ligne et visant à assurer l'équité fiscale envers le commerce traditionnel et local
Présenté par le député de Mercier le **1er novembre 2017**

92) Projet de loi n° 998
Loi visant principalement à faciliter l'accès au marché du travail aux personnes qui font partie d'une minorité visible en raison de leur origine ethnique ou de la couleur de leur peau et à lutter contre la discrimination et le racisme
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 novembre 2017**

93) Projet de loi n° 999
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'améliorer les conditions de travail minimales et de favoriser la conciliation travail-famille
Présenté par le député de Gouin le **15 novembre 2017**

94) Projet de loi n° 1090
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'assurer l'indépendance des membres du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par le député de Masson le **15 novembre 2017**

95) Projet de loi n° 1091
Loi modifiant la Loi sur les transports pour rééquilibrer le partage de la contribution des automobilistes au transport en commun au sein de la Communauté métropolitaine de Québec
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **7 février 2018**

96) Projet de loi n° 1092
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'interdire les clauses de disparité de traitement entre les salariés
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 novembre 2017**

97) Projet de loi n° 1093
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique pour limiter et encadrer les contributions financières exigées des parents
Présenté par le député de Chambly le **22 mars 2018**

98) Projet de loi n° 1094
Loi proclamant le Mois du patrimoine hispanique
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **6 décembre 2017**

99) Projet de loi n° 1097
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député de Gouin le **22 mars 2018**

100) Projet de loi n° 1098
Loi modifiant le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Groulx le **21 mars 2018**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

101) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

102) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

103) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

104) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

105) Projet de loi n° 221
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

106) Projet de loi n° 225
Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy
Présenté par le député de Richelieu le **11 mai 2017**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

107) Projet de loi n° 231
Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **15 novembre 2017**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

108) Projet de loi n° 232
Loi visant à interdire à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux d'exploiter un stationnement payant sur le territoire de la Ville de Belœil
Présenté par le député de Borduas le **7 décembre 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

109) 21 février 2018
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

> QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve la Convention n° 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, de l'Organisation internationale du Travail.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 3 mars 2018.

V. Crédits budgétaires

110) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2019 déposés par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 27 mars 2018 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **28 mars 2018**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

111) 10 avril 2018
Motion du député de Borduas :

> QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement l'abolition du délai de prescription pour les victimes d'agressions à caractère sexuel.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition de la Régie de l'assurance maladie du Québec sur sa gestion administrative.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le rapport 2014-2015 du président du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes concernant l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs sur le chapitre 4 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Travaux sylvicoles ».
- Audition du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports sur le rapport d'audit particulier du Vérificateur général du Québec intitulé « Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : gestion contractuelle » et en suivi de la recommandation 3.1 du 36e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion sur sa gestion administrative et ses engagements financiers et sur le chapitre 5 du rapport de l'automne 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Intégration des personnes immigrantes : services individuels de soutien à l'installation et à l'intégration ».
- Audition sur le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Les résidences privées pour aînés : plus que de simples entreprises de location résidentielle.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 225**, Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy (mandat confié le 11 mai 2017).
- **Projet de loi n° 231**, Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe (mandat confié le 15 novembre 2017).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Joliette à la ministre responsable de la région de la Lanaudière sur le sujet suivant : *L'iniquité de l'accessibilité aux services dans la région de Lanaudière provoquée par le laisser-aller libéral* (avis donné le 29 mars 2018).

Mandat d'initiative

- Accès aux services financiers de proximité en région.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Étude du projet de Règlement sur l'enseignement à la maison, déposé à l'Assemblée nationale le 29 mars 2018 (déféré le 29 mars 2018).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 152**, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau (mandat confié le 22 février 2018).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 173**, Loi visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi (mandat confié le 22 mars 2018).

Mandat conféré par une loi

- Audition du président du conseil d'administration et chef de la direction de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et examen des orientations, des activités et de la gestion de la Commission.
- Audition de l'Alliance de l'industrie touristique du Québec.
- Audition du président-directeur général du Conseil de gestion de l'assurance parentale sur sa gestion administrative et sur la gestion du Fonds d'assurance parentale.
- Examen du rapport sur la mise en œuvre de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.
- Examen des rapports sur les activités financées par le Fonds québécois d'initiatives sociales.

- Examen du rapport intitulé « Résultats des actions menées dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».
- Examen du rapport intitulé « Améliorer la situation économique des personnes : un engagement continu ».
- Examen du rapport intitulé « Traitement des pensions alimentaires pour enfants dans les programmes gouvernementaux ».

Mandat d'initiative

- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 141**, Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières (mandat confié le 15 février 2018).
- **Projet de loi n° 150**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016 et du 28 mars 2017 (mandat confié le 15 février 2018).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 171**, Loi édictant la Loi concernant la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange canadien et visant la conformité des mesures relatives aux contrats des organismes publics avec cet accord, l'Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario et l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres (mandat confié le 10 avril 2018).

Mandat d'initiative

- Document intitulé « Paradis fiscaux : Plan d'action pour assurer l'équité fiscale ».

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 140**, Loi concernant les services dont bénéficie un ancien premier ministre (mandat confié le 14 février 2018).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 170**, Loi modernisant le régime juridique applicable aux permis d'alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques (mandat confié le 20 mars 2018).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 118**, Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux (mandat confié le 23 février 2017).
- **Projet de loi n° 157**, Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière (mandat confié le 13 février 2018).
- **Projet de loi n° 232**, Loi visant à interdire à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux d'exploiter un stationnement payant sur le territoire de la Ville de Belœil (mandat confié le 7 décembre 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay–Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Étude de pétitions :

- Pétitions n^{os} 4028-20180207 et 4029-20180207 concernant l'instauration et l'application d'un plan d'action relatif à la maladie de Lyme.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

290) M. Bourcier (Saint-Jérôme) – **13 mars 2018**
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

En février 2017, la Cie des Laurentides inc. ainsi que la compagnie 9274-5173 Inc, deux compagnies de taxis qui œuvrent à Saint-Jérôme et Prévost, ont fait parvenir à la Commission des transports du Québec une demande de fusion de territoires.

Un an plus tard, la Commission n'a toujours pas statué dans ce dossier alors que les parties en présence ont exprimé la nécessité de fusionner les territoires afin d'offrir un meilleur service aux citoyens des Laurentides.

J'aimerais que le ministre indique pourquoi ce dossier est toujours suspendu et à quand, précisément, la Commission des transports entend-elle faire connaître sa décision. Dans l'éventualité où la demande serait refusée, nous désirons que la Commission des transports fasse connaître publiquement ses motifs.

292) Mme D'Amours (Mirabel) – **15 mars 2018**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

L'agriculture québécoise a besoin de soutien pour se développer et doubler nos exportations de produits agricoles.

Ce soutien ne peut se faire sans une aide substantielle de la part du gouvernement qui fait preuve de tout, sauf de proactivité en ce sens.

Rappelons que le Québec souffre d'un manque chronique d'investissements en infrastructures, d'autant lorsqu'on constate les écarts avec l'Ontario et le reste du Canada.

Non seulement les investissements publics ne sont pas au rendez-vous, mais le gouvernement ne fait rien pour faciliter la vie des agriculteurs.

Prenons le cas des rapports avec Hydro-Québec.

Pourquoi des agriculteurs qui veulent développer leurs exploitations et qui nécessitent une mise à niveau de leur débit d'électricité doivent assumer les coûts pour qu'Hydro-Québec raccorde une exploitation à son réseau?

C'est tout simplement anormal d'entendre le gouvernement parler de développement, mais de ne pas voir les actions suivre en ce sens.

J'aimerais donc savoir si le ministre de l'Énergie et le ministre de l'Agriculture sont au fait de ces situations où Hydro-Québec réclame des agriculteurs les montants pour mettre à niveau leurs infrastructures?

J'aimerais également savoir s'ils ont l'intention de remédier à la situation pour que les agriculteurs soient soutenus et n'assument plus les coûts reliés à la mise à niveau des infrastructures d'Hydro-Québec lorsqu'ils souhaitent développer leurs exploitations?

294) M. Bonnardel (Granby) – **21 mars 2018**
À la ministre de la Justice

Il arrive des situations malencontreuses où des personnes se retrouvent psychologiquement inaptes de manière soudaine et impromptue. Que ce soit suite à un accident de la route, un accident au travail ou encore une blessure en pratiquant un sport, il est possible qu'une personne se retrouve dans le coma ou subisse une commotion cérébrale majeure la rendant inapte à prendre des décisions pour une période de temps, qui pourrait s'avérer longue.

Malheureusement, souvent ces personnes ne sont pas adéquatement préparées à faire face à de telles éventualités, ce qui pourrait grandement compliquer la vie de leurs proches. En effet, alors que la personne ne peut plus s'occuper d'elle-même, sa famille ne peut se substituer à elle sur le plan administratif, n'ayant pas de mandat d'inaptitude leur permettant. Que ce soit pour acquitter des factures mensuelles, accéder au rapport d'accident ou encore suspendre une ligne téléphonique, comme la personne inapte est majeure, sans mandat, l'aidant naturel ne peut entreprendre de telles démarches à sa place.

Étant donné les délais existants dans le système judiciaire, cette situation devient rapidement un fardeau compliqué pour les aidants naturels. Le gouvernement se doit de revoir cette démarche pour faciliter la vie de ceux qui ne demandent qu'à aider.

Dans ce contexte où il semble y avoir un manque administratif pour les personnes devenant inaptes de manière soudaine qui n'ont pas de mandat d'inaptitude, est-ce que le gouvernement du Québec prévoit revoir la façon de faire actuelle pour bonifier et rendre plus accessibles les mesures temporaires qui peuvent être prises avant l'ouverture du régime de protection?

296) M. Leclair (Beauharnois) – **22 mars 2018**
À la ministre responsable du Travail

Le contrat d'approvisionnement en électricité entre le gouvernement, Hydro-Québec et l'Aluminerie de Bécancour (ABI) indique que l'entreprise bénéficie d'un tarif préférentiel.

Dans le cadre de l'annonce de la mise en lock-out le 11 janvier dernier, la direction de l'ABI avait affirmé que seulement une ligne de production sur trois serait en activité. L'aluminerie consomme donc le tiers de l'électricité qu'elle doit normalement consommer.

- Quel est le montant total, par jour, du manque à gagner d'Hydro-Québec occasionné par la baisse de production de l'Aluminerie de Bécancour (ABI) depuis le début du lock-out?

297) M. Bonnardel (Granby) – **10 avril 2018**
À la ministre de la Justice

Il arrive des situations malencontreuses où les gens décèdent des suites d'un traitement ou d'une hospitalisation. Si malheureusement les proches soupçonnent une faute médicale et désirent consulter le dossier du défunt, si ce dernier est âgé de 14 ans et plus, cet accès leur est refusé par les autorités médicales ainsi que par la Commission d'accès à l'information.

Compte tenu des délais existants dans le système judiciaire, cette situation peut devenir rapidement un fardeau compliqué et dispendieux.

Dans ce contexte, est-ce que le gouvernement du Québec prévoit ajouter au dossier d'admission un document dans lequel le patient nommerait la personne à qui incomberait cette responsabilité advenant son décès des suites d'un traitement ou d'une hospitalisation?

298) M. Bonnardel (Granby) – **10 avril 2018**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Il arrive des situations malencontreuses où les gens décèdent des suites d'un traitement ou d'une hospitalisation. Si malheureusement les proches soupçonnent une faute médicale et désirent consulter le dossier du défunt, si ce dernier est âgé de 14 ans et plus, cet accès leur est refusé par les autorités médicales ainsi que par la Commission d'accès à l'information.

Compte tenu des délais existants dans le système judiciaire, cette situation peut devenir rapidement un fardeau compliqué et dispendieux.

Dans ce contexte, est-ce que le gouvernement du Québec prévoit ajouter au dossier d'admission un document dans lequel le patient nommerait la personne à qui incomberait cette responsabilité advenant son décès des suites d'un traitement ou d'une hospitalisation?

299) M. Turcotte (Saint-Jean) – **11 avril 2018**
À la ministre responsable de l'Enseignement supérieur

L'Ordre des pharmaciens du Québec travaille depuis 2011 sur différents documents concernant l'élaboration d'un rehaussement des compétences des assistants techniques en pharmacie (ATP). D'ailleurs, deux documents Projet de révision du rôle des assistants techniques en pharmacie (ATP), dévoilé en février 2014, et Profil de compétences personnel technique, dévoilé en mars 2014, font état de l'avancement des travaux en ce sens.

En juillet 2014, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) a accordé un mandat à une firme d'experts-conseils pour la réalisation d'une étude sectorielle auprès des pharmaciennes, des pharmaciens, des experts et des expertes du domaine de la pharmacie. L'objectif principal de ce mandat était de « vérifier l'adéquation entre la situation actuelle et projetée (besoins en main-d'œuvre) au sein des pharmacies communautaires et des établissements de santé et l'offre de formation dans le secteur de la pharmacie ». Un sous-objectif était de recueillir les renseignements qui permettraient aux ministères concernés de décider quelle est la formation initiale nécessaire à l'exercice de la ou des professions d'assistance technique en pharmacie. Ce rapport de 176 pages a été dévoilé en 2016.

Vous avez répondu à ma dernière question écrite sur cet enjeu en me mentionnant que « le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a récemment statué sur la nécessité de réaliser une analyse portant sur les pharmacies des établissements hospitaliers ».

- Combien d'analyses et d'études seront nécessaires pour qu'une décision soit prise?
- Combien ont coûté et coûteront ces études?
- Avez-vous consulté l'Ordre des pharmaciens du Québec et l'Association québécoise des assistants techniques en pharmacie?

Finalement, dans votre réponse à ma précédente question écrite, vous mentionnez « qu'en fonction des orientations retenues par le MSSS, le MESS sera alors en mesure de déterminer le ou les meilleurs dispositifs de formation pour répondre aux besoins du milieu du travail dans le secteur de la pharmacie, et ce, en fonctions des besoins […]. Enfin, il établira l'échéancier approprié, le cas échéant ».

- Quel est cet échéancier?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation afin principalement d'instaurer une politique bioalimentaire – *ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.*